

## ORDONNANCES

**Ordonnance n° 96-15 du 16 Safar 1417 correspondant au 2 juillet 1996 modifiant et complétant le décret législatif n° 94-12 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 fixant le taux de cotisation de la sécurité sociale.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 115 et 117;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu la loi n° 83-11 du 21 Ramadhan 1403 correspondant au 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales;

Vu la loi n° 83-12 du 21 Ramadhan 1403 correspondant au 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative à la retraite;

Vu la loi n° 83-13 du 21 Ramadhan 1403 correspondant au 2 juillet 1983 relative aux accidents de travail et maladies professionnelles;

Vu la loi n° 85-04 du 2 février 1985 fixant le taux de cotisation de la sécurité sociale;

Vu la loi n° 90-11 du 26 Ramadhan 1410 correspondant au 21 avril 1990, modifiée et complétée, relative aux relations de travail;

Vu le décret législatif n° 94-09 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 portant préservation de l'emploi et protection des salariés susceptibles de perdre de façon involontaire leur emploi;

Vu le décret législatif n° 94-10 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 instituant la retraite anticipée;

Vu le décret législatif n° 94-11 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 instituant l'assurance chômage en faveur des salariés susceptibles de perdre de façon involontaire et pour raison économique leur emploi;

Vu le décret législatif n° 94-12 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 fixant le taux de cotisation de sécurité sociale;

Vu l'ordonnance n° 95-01 du 19 Chaâbane 1415 correspondant au 21 janvier 1995 fixant l'assiette des cotisations et des prestations de sécurité sociale;

Après adoption par le Conseil national de transition;

**Promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :**

Article 1er. — La présente ordonnance a pour objet de compléter et de modifier les dispositions du décret législatif n° 94-12 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 fixant le taux de cotisation de sécurité sociale.

Art. 2. — L'article 1er du décret législatif n° 94-12 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 est modifié, complété et rédigé comme suit :

"Article 1er. — Le taux global des cotisations destinées à assurer le financement des prestations de la sécurité sociale, de la retraite, de l'assurance chômage et de la retraite anticipée est fixé à 31,5% pour les différents secteurs de l'activité nationale.

Ce taux est majoré d'un demis (1/2) point par an durant une période de trois (03) années à compter de la date de promulgation de la présente ordonnance.

..... le reste sans changement ....."

Art. 3. — Les modalités d'application de l'alinéa 1er de l'article 2 de la présente ordonnance sont précisées par décret exécutif.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées notamment celles de la loi n° 85-04 du 2 février 1985 fixant le taux de cotisation de la sécurité sociale.

Art. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Safar 1417 correspondant au 2 juillet 1996.

Liamine ZEROUAL.



**Ordonnance n° 96-16 du 16 Safar 1417 correspondant au 2 juillet 1996 relative au dépôt légal.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 115 et 117;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire notamment ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal;

Vu l'ordonnance n° 67-52 du 17 mars 1967, modifiée et complétée, portant réglementation de l'art et de l'industrie cinématographique;

Vu l'ordonnance n° 73-14 du 3 avril 1973 relative au droit d'auteur;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil;

Vu la loi n° 90-07 du 3 avril 1990, modifiée, relative à l'information;

Après adoption par le Conseil national de transition;

**Promulgue la loi dont la teneur suit :**

Article 1er. — La présente ordonnance a pour objet de déterminer les règles d'organisation et le champ d'application du dépôt légal.

Art. 2. — Le dépôt légal est une procédure obligatoire à toute personne physique ou morale ayant une production intellectuelle ou artistique destinée au public.

Des copies et des exemplaires de la production intellectuelle et artistique seront déposés à titre gratuit auprès des institutions habilitées par la présente ordonnance.

Le nombre de copies et d'exemplaires à déposer sera défini par un texte réglementaire.

Art. 3. — Au sens de la présente ordonnance, il est entendu par documents, les copies et exemplaires objet du dépôt prévu à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. — Le dépôt légal a pour objet :

— la collecte, la protection et la conservation de la production intellectuelle et artistique visée à l'article 2 de cette ordonnance;

— l'élaboration et la diffusion des bibliographies et des listes de documents;

— de permettre la consultation des documents objet du dépôt légal.

Les conditions et les modalités d'application de cet article seront définies par voie réglementaire.

Art. 5. — Le dépôt légal s'effectue par la remise du document complet et conforme à la copie originale à l'organisme habilité avant sa mise à la disposition du public à quelque titre que ce soit : vente, location ou cession.

Le dépôt peut également s'effectuer par envoi recommandé avec accusé de réception et en franchise postale.

Les modalités d'application de la présente mesure seront fixées par un texte réglementaire.

Art. 6. — Le dépôt a un caractère conservatoire et n'affecte pas les droits de propriétés des auteurs et producteurs des œuvres déposées.

Art. 7. — Sont soumis au dépôt légal, les documents imprimés, sonores, visuels, audiovisuels, photographiques ainsi que tous types de logiciels, au bases de données quelqu'en soit le support, la technique de production, d'édition et de diffusion.

Art. 8. — Sont exclus du dépôt légal, les documents dont la nature et l'utilisation ne sont pas conforme aux objectifs fixés par l'article 4 de la présente ordonnance.

Les conditions et modalités d'application du présent article sont fixées par un texte réglementaire.

Art. 9. — Sont tenus de satisfaire à l'obligation du dépôt légal :

— l'éditeur, l'imprimeur, le producteur, l'importateur et le distributeur de documents imprimés, sonores, audiovisuels ou photographiques, ainsi que tous types de logiciels ou bases de données;

— le producteur ou le distributeur de films cinématographique;

— l'auteur éditant ses œuvres à son compte;

— l'importateur d'ouvrages ou de publications périodiques.

Les modalités et formes d'application des dispositions du présent article sont fixées par un texte réglementaire.

Art. 10. — Sont habilités à recevoir et gérer le dépôt légal pour le compte de l'Etat, chacun en ce qui le concerne, les organismes suivants :

— la bibliothèque nationale d'Algérie;

— le centre algérien de la cinématographie.

Les conditions et modalités d'application du présent article sont fixées par un texte réglementaire.

Art. 11. — La responsabilité du dépôt légal pour le compte de l'Etat peut être confiée aux organismes chargés d'autres activités conformément aux objectifs et conditions fixés par la présente ordonnance.

Les conditions et modalités d'application de cet article seront fixées par un texte réglementaire.

Art. 12. — Dans le cadre des dispositions de la présente ordonnance, le conseil scientifique et technique de la bibliothèque nationale d'Algérie, rend des avis et formule des recommandations sur les questions relatives au dépôt légal y compris celles émanant du déposant.

Art. 13. — Les organismes du dépôt légal sont tenus de revendiquer les documents objet du dépôt et le cas échéant les acquérir aux frais du déposant qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente ordonnance.

Les modalités et conditions d'application du présent article seront fixées par un texte réglementaire.

Art. 14. — Le manquement volontaire aux obligations prescrites dans la présente ordonnance est une infraction punie d'une amende de trente mille (30.000) à cinq cent mille (500.000) dinars, selon la nature et la valeur des documents objet de dépôt.

En cas de récidive, le montant des amendes, cité à l'alinéa ci-dessus est porté au double.

Art. 15. — Tout déposant est tenu de régulariser sa situation vis-à-vis des organismes dépositaires pour ce qui est des productions intellectuelles et artistiques mises en circulation pour une durée n'excédant pas trois (3) années à compter de la date de promulgation de la présente ordonnance.

Art. 16. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Safar 1417 correspondant au 2 juillet 1996.

Liamine ZEROUAL.

## D E C R E T S

**Décret présidentiel n° 96-233 du 16 Safar 1417 correspondant au 2 juillet 1996 portant création de l'observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 74-6° et 116- (alinéa 1er);

### Décrète :

Article 1er. — Il est créé un observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption, placé auprès du Chef du Gouvernement.

Art. 2. — L'observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption concourt à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, ainsi qu'à la prévention et à la lutte contre la corruption.

Il est chargé notamment de :

— organiser la collecte, la centralisation et l'exploitation des informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêts, d'atteinte à la liberté et à l'égalité des candidats dans les marchés publics;

— initier et proposer tout instrument destiné à assurer ou à renforcer la transparence des activités économiques et financières;

— inciter à l'élaboration et à la mise en œuvre des règles de déontologie dans la vie publique;

— donner un avis aux autorités administratives sur les mesures susceptibles d'être prises pour prévenir les faits concourant à la corruption

Art. 3. — Dans le cadre des missions visées à l'article 2 ci-dessus, l'observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption peut procéder ou faire procéder à toutes enquêtes ou études auprès des institutions, administrations et organismes publics ainsi que des organismes de droit privé.

Le refus de communication ne peut être opposé à l'observatoire. Dans le cas où la loi l'exige, le concours de l'autorité judiciaire peut être sollicité.

Art. 4. — L'observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption présente au Président de la République et au Chef du Gouvernement un bilan annuel d'appréciation des mesures mises en œuvre et des insuffisances constatées avec ses propositions et commentaires.

Art. 5. — L'observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption est dirigé par un président assisté d'un comité permanent de coordination.

Art. 6. — Le président de l'observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption est nommé par décret présidentiel, pour une durée de cinq (5) ans.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 7. — La charge du président de l'observatoire, implique une disponibilité permanente.

Le président de l'observatoire est chargé de :

— diriger les travaux du comité permanent de coordination;